

Requesting Organization :	Association pour le développement de M'Bres				
Allocation Type :	Allocation Standard 1				
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage			
Sécurité Alimentaire		100.00			
		100			
Project Title :	Contribuer à la restauration des moyens de subsistance et à l'accès à une alimentation de qualité des agriculteurs les plus affectés et à risque sur l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi).				
Allocation Type Category :					
OPS Details					
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-17/HCF10/AS1/FSEC/NGO/6160		
Cluster :		Project Budget in US\$:	323,266.00		
Planned project duration :	12 months	Priority:			
Planned Start Date :	01/08/2017	Planned End Date :	31/07/2018		
Actual Start Date:	01/08/2017	Actual End Date:	31/07/2018		
Project Summary :	<p>Le projet est un appui direct à 1200 chefs de ménages les plus vulnérables sélectionnés (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés) des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi) et les membres de leurs familles à raison de cinq (5) personnes par ménages soit au total 6000 personnes vulnérables affectées par la crise. L'objectif sectoriel auquel contribue le présent projet est : « Restaurer l'accès et la disponibilité d'une alimentation de qualité par la sauvegarde des moyens de subsistance (2017 Objectif 3) ». Les objectifs spécifiques qui contribuent à cet objectif sectoriel sont : (i) restaurer les moyens de subsistance des 1200 bénéficiaires par la fourniture des intrants (semences, outils) et par la restauration du petit élevage à cycle court et (ii) apporter un appui technique à ces 1200 bénéficiaires. Deux principaux résultats sont recherchés pour atteindre ces deux objectifs spécifiques : (i) les moyens de subsistance des agro-éleveurs sélectionnés sont restaurés par la fourniture des intrants maraîchers et par la restauration du petit élevage (ii) leur capacité technique et organisationnelle est renforcée par les formations sur les techniques du maraîchage, la gestion des kits pour le petit élevage (poule, coq, chèvre et caprin), les mécanismes et les conditions de distribution des kits (maraîchers et petit élevage), la gestion des conflits (cohésion sociale), la gestion financière et l'encadrement. Pour atteindre les résultats recherchés ci-dessus, trois grandes activités sont retenues: (i) la distribution d'intrants maraîchers (des semences, des outils aratoires) et des kits de petit élevage, (ii) la formation et l'encadrement des chefs de ménages sélectionnés (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) et (iii) les campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale et le mieux vivre ensemble (activité transversale). Un comité de pilotage composé des représentants des bénéficiaires et des autres parties prenantes (26 bénéficiaires, 12 autorités locales, 12 représentant des associations des femmes, 11 représentants des associations des jeunes, 5 chefs de secteurs dont un représentant de l'ACDA) sera mis en place. Cette approche a pour but d'assurer l'implication des bénéficiaires et des autres parties prenantes, l'appropriation et la transparence dans la mise en œuvre du projet pendant toutes les phases du projet. Les ressources à mobiliser pour réaliser ces activités sont les suivantes: (i) l'équipe du projet : 19 personnes sont directement mobilisées sur le terrain pour mettre en œuvre le projet et 3 personnes sont mobilisées (personnel administratif) pour appuyer la mise en œuvre du projet; (ii) les semences: tomate, laitue, poivron, chou-feuille/tête, gombo, pastèque, oignon, etc.; (iii) les kits de petit élevage : caprins (femelle et mâle) , volailles (poules, coqs) ; (iv) les outils maraîchers: houe, pelle, sceau, arrosoir, insecticide, etc. Le coût total du projet est de 323,266 \$ et son financement est intégralement demandé au CHF. La durée du projet est de 12 mois.</p>				
Direct beneficiaries :					
Men	Women	Boys	Girls	Total	
1,620	1,980	1,080	1,320	6,000	
Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	1,215	1,485	810	990	4,500
Internally Displaced People	405	495	270	330	1,500
Indirect Beneficiaries :					

Les bénéficiaires indirects sont les autres habitants des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES qui ne sont pas sélectionnés comme bénéficiaires directs mais qui peuvent profiter indirectement des techniques culturelles et de petit élevage vulgarisées en apprenant auprès des bénéficiaires directs formés. Ils sont estimés à environ 2700 personnes.

Catchment Population:

Les populations des localités avoisinantes à la zone du projet, les commerçants et les transporteurs des produits agricoles et de petit élevage sont des bénéficiaires excentriques du projet qui pourront bénéficier d'une manière ou d'une autre des effets indirects du projet. Ils sont estimés à environ 1800 personnes.

Link with allocation strategy :

Les liens du projet avec la stratégie d'allocation sont les suivants: (i) Eligibilité du cluster et de l'ONG : Les clusters, Sécurité alimentaire (SA) et Moyens de Subsistance et Stabilisation Communautaire (MSSC), par l'intermédiaire desquels le projet est soumis, sont éligibles au financement de cette allocation. Il en est de même pour l'ONG ADEM. (ii) La préfecture de la Nana-Gribizi (Kaga-Bandoro et M'brès), zone du projet, est aussi éligible au financement de cette allocation. (iii) Le projet contribue à l'objectif principal de l'allocation : « répondre aux besoins les plus urgents et critiques pour « sauver des vies » en répondant aux nouvelles urgences ou aux urgences qui se poursuivent en l'absence d'un retour à la normale ». En effet, les populations des villages et quartiers de l'axe NDOMETE-M'BRES, déjà vulnérables et en insécurité alimentaire (résultats de l'IPC 2016 et février 2017 (bien que la préfecture n'est pas analysée)), ont accueilli, au cours de ce premier trimestre 2017, d'autres personnes vulnérables (déplacées, retournées) qui ont quitté les villes de Kaga-Bandoro et M'brès, théâtres régulières des attaques entre les groupes armées. Par conséquent, les besoins en sécurité alimentaire se sont accrus sur cet axe. Le projet apporte donc une réponse d'urgence et cible les communautés affectées sur cet axe NDOMETE-M'BRES retenu par les acteurs humanitaires comme zone de priorité haute où les besoins humanitaires sont urgents, critiques et immédiats (Cf. Annexe 4 - Priorisation sectorielle et géographique de la Note conceptuelle de la stratégie d'allocation Avril 2017) . (iv) Le projet contribue à l'objectif sectoriel N°3 du HRP 2017 « Restaurer l'accès et la disponibilité d'une alimentation de qualité par la sauvegarde des moyens de subsistance (2017 Objectif 3) ». (v) Les activités sectorielles retenues sont : la distribution d'intrants et outils agricoles, la distribution des kits de petit élevage (caprins (femelle et mâle) , volailles (poules, coqs) et les campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale et le mieux vivre ensemble (activité transversale).

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Bernard OUANGA-AMATOKO	Coordonnateur	bouanga_amatoko@yahoo.fr	+23675601774

BACKGROUND

1. Humanitarian context analysis

Les villes de Kaga-Bandoro et de M'brès (Nana-Gribizi) ont été, pendant ce premier trimestre 2017, les théâtres de nombreux affrontements entre les groupes armés. Ces affrontements ont entraîné des déplacements des populations vers les campagnes ou en brousse où les conditions de vie sont particulièrement difficiles. Selon la stratégie d'allocation Avril 2017, 402 240 déplacés internes ont été enregistrés au cours du premier trimestre 2017 dont 274 307 vivent dans les familles d'accueil (Cf Note conceptuelle de la stratégie d'allocation Avril 2017). Ces 274 307 déplacés internes comprennent ceux de Kaga-Bandoro et M'brès qui se sont déplacés massivement au cours du premier trimestre 2017. Selon la Note stratégique multisectorielle Clusters Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance et Stabilisation Communautaire (MSSC) Avril 2017, les déplacés sur site et en famille d'accueil représentent 25% dans la Nana-Gribizi. En effet, les populations des villages et quartiers de l'axe NDOMETE-M'BRES, déjà rendues vulnérables par les incendies ou les destructions de leurs moyens rudimentaires de subsistance (outils aratoires, réserves de semences, petits commerces, élevage de petits bétails) et plongées dans une insécurité alimentaire chronique (résultats de l'IPC 2016 et février 2017 (bien que la préfecture n'est pas analysée)), ont accueilli, au cours de ce premier trimestre 2017, d'autres personnes vulnérables (déplacées, retournées) qui ont quitté les villes de Kaga-Bandoro et M'brès pour fuir les affrontements. L'arrivée des nouveaux déplacés dans les familles d'accueil a aggravé la sévérité des besoins. Par conséquent, les besoins en sécurité alimentaire et en d'autres moyens de subsistance se sont accrus sur cet axe. En grande partie, les femmes, les filles et les enfants sont plus vulnérables et ont des besoins alimentaires urgents à satisfaire pour sauver leurs vies. C'est dans ce contexte humanitaire alarmant où les populations tentent désespérément à faire face à leurs besoins en sécurité alimentaire et à se relever de la crise que l'ONG ADEM propose le présent projet qui cible 6000 personnes affectées sur cet axe NDOMETE-M'BRES, retenu par les acteurs humanitaires comme zone de priorité haute où les besoins humanitaires sont urgents, critiques et immédiats (Cf. Annexe 4 - Priorisation sectorielle et géographique de la Note conceptuelle de la stratégie d'allocation Avril 2017) .

2. Needs assessment

Dans la recherche des réponses appropriées pour contribuer à sauver la vie des populations en détresse, le Bureau Exécutif de l'ONG ADEM a organisé du 24 au 30 avril 2017, une mission d'évaluation multisectorielle des besoins dans les villages et quartiers de l'axe NDOMETE-M'BRES afin d'identifier avec les communautés leurs besoins spécifiques les plus urgents et prioritaires. Cette évaluation des besoins a été réalisée à travers des entretiens, des focus groupes séparés (entre femmes/filles, entre hommes/jeunes garçons) et des visites des infrastructures scolaires, des formations sanitaires et des infrastructures d'eau et d'assainissement. Cette évaluation a impliqué les autorités locales (37 femmes, 55 hommes) ; les responsables des secteurs (scolaire, social, santé) soit 83 personnes (31 femmes, 52 hommes); les leaders des communautés (confessions religieuses, femmes, jeunes) soit 109 participants (68 femmes, 41 hommes) (Cf. rapport d'évaluation multisectoriel ci-joint). Les besoins exprimés sont multiples. Cependant, la synthèse des besoins a fait apparaître le besoin urgent de restaurer les moyens de subsistance de 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables par la fourniture des intrants maraîchers (1200 sachets de semences par spéculation, 60 kits d'outils maraîchers composés de houes, pelles, seaux, arrosoirs, insecticides, etc), la restauration du petit élevage à cycle court par la fourniture de caprins (120 femelles et 60 mâles) et de volailles (120 poules, 60 coqs) et enfin un appui technique aux agro-éleveurs les plus vulnérables sélectionnés dans les villages et quartiers de l'axe NDOMETE-M'BRES (formations et encadrement technique). Les bénéficiaires seront identifiés et sélectionnés dans trente (30) villages ou quartiers (certains villages étant regroupés).

3. Description Of Beneficiaries

Les bénéficiaires directs sont constitués essentiellement de 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi). Les critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont: être chef de ménage d'au moins cinq (5) personnes et appartenir à l'une des catégories des vulnérables (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés), être un déplacé interne, un retourné ou un hôte dépourvu de moyens de subsistance. Les ménages dirigés par les femmes sont prioritaires. Les catégories des vulnérables ciblés sont les chefs de ménage les plus vulnérables (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés) et les membres de leurs familles à raison de cinq (5) personnes par ménages soit au total 6000 personnes vulnérables affectées par la crise. Trente (30) villages ou quartiers (certains villages étant regroupés) touchés par l'insécurité alimentaire ont été ciblés et une moyenne de 40 ménages par village ou quartier a été estimée soit au total 1200 ménages ciblés. Ces 1200 ménages d'agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Les bénéficiaires seront identifiés parmi les déplacés internes, les retournés et les familles d'accueil. Les déplacés internes habitent dans les familles d'accueil qui leur offrent l'accès à la terre. Les 1200 chefs de ménage sont répartis comme suit : 324 hommes (27%), 396 femmes (33%), 216 jeunes garçons (18%) et 264 jeunes filles (22%). Les 6000 bénéficiaires directs sont aussi désagrégés en appliquant les mêmes proportions en 1620 hommes, 1980 femmes, 1080 garçons et 1320 filles. Les intrants maraîchers, les formations et les ateliers seront donnés directement aux délégués des 1200 chefs de ménages. Ces 1200 chefs de ménage seront organisés en 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C) et seront traités équitablement pour garantir le concept genre (Cf. cadre logique ci-dessous).

4. Grant Request Justification

L'allocation sollicitée permettra de restaurer en urgence et rapidement les moyens de subsistance des 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables identifiés et sélectionnés des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi). Ces 1200 ménages d'agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Ils sont majoritairement des chefs de ménages les plus vulnérables identifiés et sélectionnés (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés) et les membres de leurs familles à raison de cinq (5) personnes par ménages soit au total 6000 personnes vulnérables affectées par la crise. La fourniture des intrants (semences, outils, caprins, chèvres, poules et coqs) aux bénéficiaires directs, les formations et l'encadrement permettront la restauration des moyens de subsistance perdus au cours de la longue période de crise. Le projet implique les parties prenantes suivantes : L'ONG ADEM qui achètera et distribuera les intrants agricoles et les kits de petit élevage et qui assurera l'encadrement technique, les 6000 bénéficiaires directs qui mettront en pratiques les techniques culturales pour produire suffisamment, les commerçants qui achèteront les produits maraîchers et du petit élevage, les transporteurs qui achemineront les produits vers les centres commerciaux, les autorités locales qui apporteront des appuis multiformes dont la protection et la structure régionale de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) qui interviendra dans la formation et l'encadrement. Cette mise en œuvre se fait dans une approche communautaire et participative par la mise en place de 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C) et d'un comité de pilotage composé des représentants des différentes parties prenantes. Cette approche a pour but d'assurer l'implication des parties prenantes, l'appropriation et la transparence dans la mise en œuvre du projet.

5. Complementarity

International Rescue Committee (IRC) est l'acteur humanitaire présent sur l'axe NDOMETE-M'BRES. Des entretiens eus avec les responsables, il ressort que l'IRC est entrain de finir un projet en AGR et CASH et qu'il n'a pas de projet agricole sur l'axe. Il n'exite aucun lien de ce projet avec le projet en AGR et le CASH que IRC est entrain de finir. L'ONG ADEM n'a pas de partenariat avec IRC. Cependant, l'ONG ADEM se rapprochera de l'IRC pour d'éventuels échanges d'informations (listes des groupements, des bénéficiaires, etc.). Dans la perspective de la présence d'autres acteurs humanitaires dans les zones du projet et dans d'autres secteurs, l'ONG ADEM appréciera le cadre d'une éventuelle collaboration avec ces acteurs.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Contribuer à assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations affectées par la crise de la préfecture de la Nana-Gribizi.

Sécurité Alimentaire							
Cluster objectives		Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities				
2017 Objectif 3 : Restaurer l'accès et la disponibilité d'une alimentation de qualité par la sauvegarde des moyens de subsistance.		Objectif 3 SRP - 2017 : Préserver la dignité humaine	100				
Contribution to Cluster/Sector Objectives : Elargir l'accès aux intrants maraîchers et au petit élevage à 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi) et faciliter l'augmentation de leurs productions (en maraîchage et en petit élevage). Cette contribution à l'objectif du cluster se fera par la fourniture des intrants maraîchers (semences et outils aratoires), les kits de petit élevage (caprins et volailles), la formation sur les techniques culturales et de petit élevage et l'encadrement des bénéficiaires directs durant toute la période du projet.							
Outcome 1							
Restaurer de 80% les moyens de subsistance de 1200 agriculteurs les plus vulnérables des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi).							
Output 1.1							
Description							
1200 kits d'intrants maraîchers (semences, outils aratoires) sont distribués à 1200 bénéficiaires (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons), membres de 60 Organisations à Assise communautaire (O.A.C).							
Assumptions & Risks							
Hypothèse: Les intrants maraîchers sont disponibles en quantité, en qualité et à temps. Risques: Les risques susceptibles d'affecter ce produit sont: (i) L'avance de fonds n'est pas disponible à temps pour l'achat des intrants agricoles; (ii) Les intrants maraîchers manquent ou sont en quantité insuffisante sur le marché local; (iii) La situation sécuritaire dans la zone du projet n'est pas favorable. (iv) Le refus de collaborer de la part de certaines autorités locales et de certains bénéficiaires lors des distributions des intrants agricoles. Mitigation: (i) Si l'avance de fonds pour ce produit n'est pas disponible, l'achat et la distribution des intrants agricoles seront reportés jusqu'à l'octroi de cette avance de fonds; (ii) Au cas où les intrants maraîchers manquent ou sont en quantité insuffisante sur le marché local, il sera envisagé de passer une commande dans la sous-région (notamment au Cameroun). (iii) En ce qui concerne l'insécurité, l'alternative préconisée à ce risque est la suspension temporaire de la distribution des intrants maraîchers. (iv) Pour atténuer le risque de refus de collaborer, les autorités et les délégués des bénéficiaires seront impliqués dans toutes les phases du projet dès le démarrage.							
Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	# de ménages (par sexe de chef de ménage) ayant reçu des intrants et équipements agricoles/pêche/élevage	324	396	216	264	1,200
Means of Verification : Rapport de distribution des kits d'intrants maraîchers.							
Activities							
Activity 1.1.1							
Identifier et sélectionner 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et les organiser dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Les critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont: être chef de ménage d'au moins cinq (5) personnes et appartenir à l'une des catégories des vulnérables (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés) et être un déplacé interne, un retourné ou un hôte dépourvu de moyens de subsistance. Les ménages dirigés par les femmes sont prioritaires.							
Activity 1.1.2							
Distribuer 1200 kits d'intrants maraîchers à 1200 agro-éleveurs identifiés et sélectionnés (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet.							
Output 1.2							
Description							
60 kits pour le petit élevage sont distribués à 60 Organisations à Assise communautaire (O.A.C) regroupant les 1200 bénéficiaires (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons).							
Assumptions & Risks							
Hypothèse: Les kits pour le petit élevage sont disponibles en quantité, en qualité et à temps. Risques: Les risques susceptibles d'affecter ce produit sont: (i) L'avance de fonds n'est pas disponible à temps pour l'achat des kits de petit élevage (120 chèvres, 60 boucs, 120 poules, 60 coqs); (ii) Les kits de petit élevage manquent ou sont en quantité insuffisante sur le marché de la zone du projet; (iii) La situation sécuritaire dans la zone du projet n'est pas favorable; (iv) Le refus de collaborer de la part de certaines autorités locales et de certains bénéficiaires lors des distributions des kits de petit élevage. Mitigation: (i) Si l'avance de fonds pour ce produit n'est pas disponible, l'achat et la distribution des intrants agricoles seront reportés jusqu'à l'octroi de cette avance de fonds; (ii) Au cas où les kits de petit élevage manquent ou sont en quantité insuffisante sur le marché de la zone du projet, il sera envisagé de passer une commande dans les localités environnantes. (iii) En ce qui concerne l'insécurité, l'alternative préconisée à ce risque est la suspension temporaire de la distribution des kits de petit élevage. (iv) Pour atténuer le risque de refus de collaborer, les autorités et les délégués des bénéficiaires seront impliqués dans toutes les phases du projet dès le démarrage.							
Indicators							

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de kits de petits élevage distribués (AGR).					60
Means of Verification : Rapport de distribution des kits de petit élevage.							
Indicator 1.2.2	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de ménages (par sexe du chef de ménage) sans source de revenus, qui bénéficie d'une AGR	324	396	216	264	1,200
Means of Verification : Rapport de distribution des kits pour petit élevage							
Activities							
Activity 1.2.1							
Distribuer 60 kits (120 chèvres, 60 boucs, 120 poules, 60 coqs) de petit élevage à 1200 agro-éleveurs identifiés et sélectionnés (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Les kits pour le petit élevage (caprins, volailles) sont choisis par les bénéficiaires organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C) selon leurs préférences dans la localité.							
Outcome 2							
La capacité technique et organisationnelle des agro-éleveurs les plus vulnérables est renforcée.							
Output 2.1							
Description							
Les capacités de 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) des O.A.C sont renforcées par les formations sur les techniques du maraîchage, la gestion des kits pour le petit élevage (poule, coq, chèvre et caprin), la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire (avec un module sur la gestion d'une "Caisse de Résilience"), les mécanismes et les conditions de distribution des kits (maraîchers et petit élevage) et sur la gestion des conflits (cohésion sociale).							
Assumptions & Risks							
Hypothèse: Les modules de formation et les formateurs sont disponibles à temps. Risques: Les risques susceptibles d'affecter ce produit sont: (i) L'avance de fonds n'est pas disponible à temps pour le recrutement des formateurs et l'élaboration des modules de formation; (ii) La situation sécuritaire dans la zone du projet n'est pas favorable; (iii) Le refus de collaborer de la part de certaines autorités locales et de certains bénéficiaires lors des sessions de formation des délégués. (iv) Le manque de volonté des bénéficiaires pour les formations. Mitigation: (i) Si l'avance de fonds pour ce produit n'est pas disponible, la formation sera reporté jusqu'à l'octroi de cette avance de fonds; (ii) En ce qui concerne l'insécurité, l'alternative préconisée à ce risque est le report des formations en attendant le retour de la sécurité. (iii) Pour atténuer le risque de refus de collaborer, les autorités et les délégués des bénéficiaires seront impliqués dans toutes les phases du projet dès le démarrage. (iv) L'atténuation du risque de manque de volonté des bénéficiaires sera l'animation des formations en français et en SANGO (langue nationale).							
Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Sécurité Alimentaire	% des O.A.C opérationnelles ayant appliqué efficacement les techniques cultures apprises pendant les formations.					80
Means of Verification : Rapport de suivi.							
Indicator 2.1.2	Sécurité Alimentaire	# d'initiatives en faveur de la cohésion sociale intégrées dans les programmes de réponse en sécurité alimentaire					4
Means of Verification : Rapport de campagnes de sensibilisation réalisées sur la cohésion sociale.							
Indicator 2.1.3	Sécurité Alimentaire	# de Caisses de Résilience opérationnelles à la fin du projet.					50
Means of Verification : Rapport de suivi des Caisses de Résilience créées.							
Activities							
Activity 2.1.1							
Sélectionner et former 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) des O.A.C sur les techniques du maraîchage, la gestion des kits pour le petit élevage (poule, coq, chèvre et caprin), la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire (avec un module sur la gestion d'une "Caisse de Résilience"), les mécanismes et les conditions de distribution des kits (maraîchers et petit élevage) et sur la gestion des conflits (cohésion sociale). Ces délégués seront identifiés et sélectionnés par O.A.C et par leurs pairs en présence des animateurs ruraux de l'ONG ADEM. 05 délégués seront désignés par O.A.C.							
Activity 2.1.2							
Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale pendant et hors périodes de distribution des intrants agricoles et kits de petit élevage. Cette activité sera développée à travers l'organisation des rencontres publiques (football masculins/féminins, concours de danses traditionnelles, jeux-concours sur la cohésion sociale).							
Outcome 3							

Une stratégie de sortie et de suivi est mise en oeuvre.

Output 3.1

Description

66 personnes (26 bénéficiaires, 12 autorités locales, 12 représentant des associations des femmes, 11 représentants des associations des jeunes, 5 chefs de secteurs dont un représentant de l'ACDA) sont désignées par leurs pairs pour constituer le comité de pilotage (COPIL).

Assumptions & Risks

Hypothèse: Les délégués de toutes les parties prenantes sont membres du Comité de Pilotage (COPIL).

Risques: Les risques susceptibles d'affecter ce produit sont: (i) Certaines parties prenantes ou leurs délégués refusent d'intégrer le COPIL; (ii) La situation sécuritaire dans la zone du projet n'est pas favorable; (iii) Le refus de collaborer de la part de certaines autorités locales et de certains bénéficiaires lors de la mise en place du COPIL.

Mitigation: (i) Il faut rencontrer les parties prenantes reticentes pour leurs expliquer le bien fondé de leur implication dans la mise en oeuvre du projet; (ii) En ce qui concerne l'insécurité, l'alternative préconisée à ce risque est le report de la mise en place du COPIL en attendant le retour de la sécurité; (iii) Pour atténuer le risque de refus de collaborer, les autorités et les délégués des bénéficiaires seront impliqués dans toutes les phases du projet dès le démarrage.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 3.1.1	Sécurité Alimentaire	# des membres du comité de pilotage (COPIL)(22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons).					66
Means of Verification : Rapport de mise en place du comité de pilotage (liste des membres).							
Indicator 3.1.2	Sécurité Alimentaire	# d'évaluations post distributions menées					2
Means of Verification : Rapports d'évaluation participative par sondage.							
Indicator 3.1.3	Sécurité Alimentaire	# de rapports de suivi et évaluation réalisés et partagé avec le COPIL, le Cluster Sécurité Alimentaire, le cluster Moyens de Subsistance et Stabilisation des Communautés et le CHF.					4
Means of Verification : Rapports de suivi et évaluation réalisés et partagés.							
Indicator 3.1.4	Sécurité Alimentaire	% des bénéficiaires directs satisfaits avec la qualité et la pertinence de la réponse en sécurité alimentaire à la fin du projet (% hommes/femmes)					90
Means of Verification : Rapports d'évaluation participative par sondage.							

Activities

Activity 3.1.1

Présenter le projet et mettre en place un comité de pilotage (COPIL) (22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons). Au lancement, une réunion de présentation sera tenue avec les autorités locales, les leaders communautaires et les responsables des services techniques de l'Etat. Il sera organisé d'autres réunions par quartier/village en présence des notables, des représentants des organisations de femmes, des jeunes et des confessions religieuses. L'objectif est la mise en place du comité de pilotage (COPIL). Cette approche a pour but d'assurer l'implication des parties prenantes, l'appropriation du projet et la transparence dans la mise en oeuvre du projet.

Activity 3.1.2

Organiser des réunions d'échanges avec le comité de pilotage (22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons). Chaque trimestre, le comité de pilotage (COPIL) se réunira pour échanger sur les rapports des suivis qui seront présentés par l'équipe du projet. Les représentants des bénéficiaires pourront exprimer leurs opinions et leurs préoccupations lors des réunions d'échanges du comité de pilotage.

Activity 3.1.3

Encadrer techniquement les agro-éleveurs (par les animateurs endogènes sélectionnés parmi les délégués formés), suivre et évaluer les activités du projet (un mécanisme de suivi sera mis en place en lien avec la redevabilité et la stratégie de sortie). Les Animateurs Ruraux et les délégués formés travailleront en collaboration pour faire appliquer (par les bénéficiaires) les techniques du maraîchage et du petit élevage appris lors des différentes formations.

Activity 3.1.4

Réaliser des enquêtes par sondage sur la qualité et la satisfaction des services un mois après les distributions des kits (maraîchers et petit élevage) et après la fin du projet. Ces enquêtes sont des occasions pour recueillir directement les appréciations des bénéficiaires et leurs préoccupations.

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Plan de suivi et de rapportage: (i) Un plan de collecte des données sera établi et confié au Chargé de Programme. (ii) Le suivi sera continu. Cependant, la collecte des données désagrégées par sexe et âge sera mensuelle. A cet effet, des grilles de collecte de données seront établies et remises aux animateurs pour collecter les données sur le terrain. Les données de ces grilles seront traitées par le Chargé de Suivi et Evaluation. Ces données traitées serviront à remplir un tableau de bord de suivi des réalisations avec des indicateurs précis. Le tableau de bord sera aussi défini et mis à jour à la fin de chaque mois par le Chargé de Suivi et Evaluation. Ce tableau de bord sera exploité par le Chargé de Programme et le Coordonnateur pour suivre l'évolution de l'exécution du projet afin de le maintenir sur sa trajectoire. Sur la base de l'évaluation des besoins réalisées en avril 2017 et considérant que les bénéficiaires ont perdu tous leurs moyens de subsistance, la baseline zéro est considérée pour les indicateurs de résultat. (iii) Les rapports des suivis seront disponibles chaque trimestre et seront partagés avec le comité de pilotage, les clusters "Sécurité Alimentaire" et "Moyens de Subsistance et Stabilisation des Communautés" et les autres partenaires techniques et financiers (CHF et PNUD). Les représentants des bénéficiaires pourront exprimer leurs opinions et leurs préoccupations lors des réunions d'évaluation du comité de pilotage.

Stratégie de sortie/stratégie de continuité: A la fin du projet, les outils aratoires deviennent la propriété des bénéficiaires et les kits de petit élevage (chèvres/cabris, poule/coq) reviennent aux 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Pour pérenniser les acquis du projet, l'ONG ADEM préconise de suivre ces O.A.C après la fin du projet dans la perspective de les appuyer dans des projets de culture vivrière et de relèvement.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Identifier et sélectionner 1200 agro-éleveurs les plus vulnérables (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et les organiser dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Les critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont: être chef de ménage d'au moins cinq (5) personnes et appartenir à l'une des catégories des vulnérables (chefs de ménage monoparental, veufs/veuves, orphelins, jeunes filles/garçons désœuvrés) et être un déplacé interne, un retourné ou un hôte dépourvu de moyens de subsistance. Les ménages dirigés par les femmes sont prioritaires.	2017									X			
	2018												
Activity 1.1.2: Distribuer 1200 kits d'intrants maraîchers à 1200 agro-éleveurs identifiés et sélectionnés (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet.	2017										X		
	2018												
Activity 1.2.1: Distribuer 60 kits (120 chèvres, 60 boucs, 120 poules, 60 coqs) de petit élevage à 1200 agro-éleveurs identifiés et sélectionnés (396 femmes, 264 filles, 324 hommes, 216 garçons) et organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C). Ces 1200 agro-éleveurs seront identifiés et sélectionnés par un comité de sélection comprenant le chef de village/quartier, les leaders communautaires, les responsables des organisations féminines et de jeunesse lors des réunions avec les habitants du village/quartier en présence des membres de l'équipe du projet. Les kits pour le petit élevage (caprins, volailles) sont choisis par les bénéficiaires organisés dans 60 Organisations à Assise Communautaire (O.A.C) selon leurs préférences dans la localité.	2017											X	
	2018												
Activity 2.1.1: Sélectionner et former 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) des O.A.C sur les techniques du maraîchage, la gestion des kits pour le petit élevage (poule, coq, chèvre et caprin), la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire (avec un module sur la gestion d'une "Caisse de Résilience"), les mécanismes et les conditions de distribution des kits (maraîchers et petit élevage) et sur la gestion des conflits (cohésion sociale). Ces délégués seront identifiés et sélectionnés par O.A.C et par leurs pairs en présence des Animateurs Ruraux de l'ONG ADEM. 05 délégués seront désignés par O.A.C.	2017											X	
	2018												
Activity 2.1.2: Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale pendant et hors périodes de distribution des intrants agricoles et kits de petit élevage. Cette activité sera développée à travers l'organisation des rencontres publiques (football masculins/féminins, concours de danses traditionnelles, jeux-concours sur la cohésion sociale).	2017												
	2018												
Activity 3.1.1: Présenter le projet et mettre en place un comité de pilotage (COPIL) (22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons). Au lancement, une réunion de présentation sera tenue avec les autorités locales, les leaders communautaires et les responsables des services techniques de l'Etat. Il sera organisé d'autres réunions par quartier/village en présence des notables, des représentants des organisations de femmes, des jeunes et des confessions religieuses. L'objectif est la mise en place du comité de pilotage (COPIL). Cette approche a pour but d'assurer l'implication des parties prenantes, l'appropriation du projet et la transparence dans la mise en œuvre du projet.	2017								X				
	2018												
Activity 3.1.2: Organiser des réunions d'échanges avec le comité de pilotage (22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons). Chaque trimestre, le comité de pilotage (COPIL) se réunira pour échanger sur les rapports des suivis qui seront présentés par l'équipe du projet. Les représentants des bénéficiaires pourront exprimer leurs opinions et leurs préoccupations lors des réunions d'échanges du comité de pilotage.	2017								X		X		
	2018		X			X							

Activity 3.1.3: Encadrer techniquement les agro-éleveurs (par les animateurs endogènes sélectionnés parmi les délégués formés), suivre et évaluer les activités du projet (un mécanisme de suivi sera mis en place en lien avec la redevabilité et la stratégie de sortie). Les Animateurs Ruraux et les délégués formés travailleront en collaboration pour faire appliquer (par les bénéficiaires) les techniques du maraîchage et du petit élevage appris lors des différentes formations.	2017								X	X	X	X	X
	2018	X	X	X	X	X	X	X					
Activity 3.1.4: Réaliser des enquêtes par sondage sur la qualité et la satisfaction des services un mois après les distributions des kits (maraîchers et petit élevage) et après la fin du projet. Ces enquêtes sont des occasions pour recueillir directement les appréciations des bénéficiaires et leurs préoccupations.	2017											X	X
	2018						X						

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Pour assurer la redevabilité envers les bénéficiaires affectés, la population a été impliquée dès l'évaluation des besoins en avril 2017. Cette implication sera poursuivie dans toutes les phases de mise en œuvre du projet. Le mécanisme de cette implication est l'organisation des bénéficiaires en 60 Organisations à Assises Communautaire (OAC) qui sont des cadres de rencontres et d'échanges sur le déroulement du projet. Cinq (5) délégués (3 femmes et 2 hommes) seront désignés par leurs pairs parmi les bénéficiaires et par O.A.C pour constituer les équipes de distributeurs des intrants agricoles soit 300 délégués/distributeurs (180 femmes et 120 hommes). Ces 300 délégués/distributeurs seront ensuite formés sur les mécanismes et les conditions de distribution et sur la gestions des conflits. Des ateliers d'échanges et d'évaluation seront organisés avec les délégués/distributeurs pour leur donner l'occasion de partager leurs expériences, tirer les leçons afin d'aider à la prise de décision. Aussi, les bénéficiaires sont représentés dans le comité de pilotage. Ces trois cadres permettront aux bénéficiaires d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations et aussi d'être informés régulièrement sur le déroulement du projet. Dans un souci de redevabilité et de transparence, un mécanisme sécurisé et accessible (porte ouverte, boîte à suggestion, ligne téléphonique) sera mis en place de commun accord pour enregistrer et analyser les plaintes des bénéficiaires pour une prise de décision. L'équipe de projet veillera en particulier sur la bonne conduite des délégués/distributeurs qui doivent respecter les principes humanitaires (être neutres et impartiaux) et qui doivent adopter des comportements respectueux envers les bénéficiaires (respect de leurs droits et de leur dignité).

Implementation Plan

Le projet sera mise en œuvre par l'ONG ADEM avec ses partenaires. Au lancement, une réunion de présentation sera tenue avec les autorités locales, les leaders communautaires et les responsables des services techniques de l'Etat. Il sera organisé d'autres réunions par quartier/village en présence des notables, des représentants des organisations de femmes, des jeunes et des confessions religieuses. (i) Cette mise en œuvre étant basée sur une approche communautaire et participative, un comité de pilotage composé des représentants des différentes parties prenantes sera mis en place. Cette approche a pour but d'assurer l'implication des parties prenantes, l'appropriation du projet et la transparence dans la mise en œuvre du projet. (ii) La formation des bénéficiaires sur les techniques culturales sera assurée par deux agronomes/techniciens supérieurs en agriculture appuyés par l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA). (iii) La formation sur la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire (avec un module sur la gestion des Caisses de Résilience) sera dispensée par deux experts en gestion administrative et financière qui seront sélectionnés suite à un appel à manifestation d'intérêt. (iv) L'encadrement des bénéficiaires au cours de la mise en œuvre du projet sera assuré par les deux agronomes qui seront recrutés. (v) Les autorités locales seront impliqués dans l'identification des bénéficiaires les plus vulnérables

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA)	La coordination avec l'ACDA se fera dans le cadre de son appui à la formation des 300 bénéficiaires sur les techniques culturales qui sera assurée par le Chargé de programme (agronome) et le Chargé de suivi, évaluation et reportage (agronome) sous sa supervision.
International Rescue Committee (IRC)	L'IRC est l'acteur humanitaire présent sur l'axe NDOMETE-M'BRES. La coordination avec IRC se fera dans le cadre des échanges d'informations (listes des groupements, des bénéficiaires, etc.).

Environment Marker Of The Project

A: Neutral Impact on environment with No mitigation

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

La notation genre (2a) trouve sa justification dans l'évaluation des besoins, les activités à dérouler et les résultats attendus. En effet, l'évaluation a impliqué les autorités locales (37 femmes, 55 hommes) ; les responsables des secteurs (scolaire, social, santé) soit 83 personnes (31 femmes, 52 hommes); les leaders des communautés (confessions religieuses, femmes, jeunes) soit 109 participants (68 femmes, 41 hommes) (Cf. rapport d'évaluation multisectoriel ci-joint). Elle se justifie aussi par le nombre quasiment égal des bénéficiaires des deux sexes qui sont dans le besoin: (i) 3300 bénéficiaires du genre féminin (1980 femmes, 1320 filles) et (ii) 2700 bénéficiaires du genre masculin (1620 homme, 1080 garçons). Cette notation se justifie aussi par les activités qui prennent en compte l'égalité entre les deux sexes (nombre presque égal des membres de chaque O.A.C (10 femmes/filles, 10 hommes/garçons), distribution équitable des intrants maraîchers et kits de petits élevage; nombres équitables des délégués formés 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons). Aussi, la constitution et la formation des équipes de distribution sont équitables (03 femmes/filles, 02 hommes/garçons) par O.A.C. Ces personnes seront désignées par leurs pairs parmi les bénéficiaires et par O.A.C pour constituer les équipes de distributeurs des intrants maraîchers et kits de petits élevage soit 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons). Ces 300 distributeurs seront ensuite formés sur les mécanismes et les conditions de distribution et la gestion des conflits. En particulier les horaires, les lieux et les mécanismes de distribution seront déterminés de commun accord avec tous les bénéficiaires afin de garantir un égal accès à l'assistance et afin de réduire les risques de violence et de conflits. Des mécanismes simplifiés de réception des plaintes seront établis et adaptés au niveau d'alphabétisation des bénéficiaires pour aider à résoudre les éventuels incidents de sécurité et d'abus. Des ateliers d'échanges et d'évaluation seront organisés avec les distributeurs pour leur donner l'occasion de partager leurs expériences et de tirer les leçons afin d'aider à la prise de décision. Enfin, la notation (2a) se justifie dans la prise en compte de l'égalité de sexes dans les résultats à travers les indicateurs qui sont désagrégés en genre (cf. cadre logique). La réponse apportée par ce projet ne met pas en exergue la spécificité des femmes et des hommes car dans cette réponse les deux sexes sont traités équitablement (les femmes et les hommes ont besoin des intrants maraîchers, du petit élevage et de l'encadrement technique).

Protection Mainstreaming

Pour prévenir et minimiser autant que possible les effets négatifs de la mise en oeuvre du projet qui peuvent accroître la vulnérabilité des populations aux risques physiques et psychosociaux (selon le principe de "ne pas nuire"), des ateliers d'échanges seront régulièrement organisés avec les 300 délégués/distributeurs des OAC composés de 180 femmes et 120 hommes pour les écouter et recueillir leurs avis sur les nuisances que la mise en place du projet provoquerait et les solutions idoines. Les lieux, les jours et les heures de distribution seront décidés de commun accords avec les bénéficiaires. La sécurité sera assurée par les bénéficiaires et les autorités locales. En cas d'insécurité, la distribution sera suspendu ou reportée.

Dans un souci de redevabilité et de transparence, un mécanisme sécurisé et accessible sera mis en place de commun accord pour enregistrer et analyser les plaintes des bénéficiaires pour une prise de décision.

L'équipe de projet veillera en particulier sur la bonne conduite des délégués/distributeurs qui doivent respecter les principes humanitaires (être neutre et impartial) et qui doivent adopter des comportements respectueux envers les bénéficiaires (respect de leurs droits et de leur dignité).

Country Specific Information

Safety and Security

La sécurité des bénéficiaires et de l'équipe du projet sur le terrain est une priorité pour l'ONG ADEM. Certes, le retour progressif de l'autorité de l'état et la présence des contingents de la MINUSCA, à Kaga-Bandoro et au M'brès, rassurent les populations des quartiers et villages de l'axe NDOMETE-M'BRES (Nana-Gribizi). Cependant, cette sécurité n'est pas garantie à 100% et doit être renforcée par les forces de sécurité et de défense pour garantir la sûreté et la dignité des bénéficiaires et des acteurs humanitaires. La réalisation des activités sera fonction de l'évolution du contexte sécuritaire. La stratégie de collaboration franche avec les autorités locales, les leaders communautaires et les responsables des organisations locales permettra la vérification par les équipes des projets des informations sécuritaires chaque matin afin de prendre des mesures y relatives. Des scenarii seront définis pour prendre des décisions rapides sur les chantiers en cas d'insécurité constatée. Ils vont de l'arrêt momentané des travaux jusqu'à la suspension des travaux et le report à une date ultérieure. L'ONG ADEM développera une approche inclusive des bénéficiaires dans la chaîne de la sécurité. La stratégie d'utiliser les Comités de Sélection, par village y compris le Chef de village, permettra de donner une réponse favorable à cet aspect, car les membres des comités sont des responsables des communautés qui ont plus de connaissances sur les stratégies de mitigation des risques de sécurité. Les bénéficiaires assureront eux-mêmes leur sécurité et la sécurité de l'équipe de projets en premier lieu; l'équipe de projet assurera la sécurité des bénéficiaires à travers la mise à disposition des informations nécessaires en second lieu.

Access

Les voies d'accès terrestres dans les sous-préfecture de Kaga-Bandoro et de M'brès sont difficiles à cause de l'état dégradé des routes mais la circulation est encore possible. L'ONG ADEM a déjà une très forte présence dans les zones d'intervention, avec des activités mises en oeuvre. L'équipe de projet sur place dispose des carnets d'adresses qui serviront de moyens d'atteindre toutes les autorités locales et les leaders communautaires. L'accès dans les zones d'intervention satisfera le principe de l'acceptance (premier pilier d'intervention humanitaire) en commençant par faire accepter les activités du projet aux responsables administratifs (Préfet, Sous-préfets, Maires, Chefs de Quartier/Village) en respectant l'ordre hiérarchique. Dans chaque Sous-préfecture, il y a une double possibilité de se rendre sur notre zone de travail, soit par voie aérienne depuis Bangui soit par voie terrestre.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
------	-------------------------	-------	----------	-----------	---------------------	------------------	------------

1. Staff and Other Personnel Costs

1.1	Le Chargé Programme	D	1	350.00	12	100.00	4,200.00
	<i>Le chargé de Programme est recruté pour superviser la mise en oeuvre du projet. Il est placé sous la supervision directe du Coordonnateur à qui il rend compte de ses activités. Il doit avoir des expériences dans la mise en oeuvre de projets similaires. Le coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.2	Le Chargé de Suivi et Rapportage	D	1	320.00	12	100.00	3,840.00
	<i>Le Chargé de Suivi et Rapportage est recruté pour le suivi, la collecte des données sur le terrain et le rapportage. Il est placé sous la supervision directe du Chargé de Programme à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						

1.3	Le Logisticien	D	1	320.00	12	100.00	3,840.00
	<i>Le Logisticien effectue les tâches logistiques qui lui sont confiées. Il est placé sous la supervision directe du Responsable Financier à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.4	Le Chargé de la Communication et Diffusion	D	1	320.00	12	100.00	3,840.00
	<i>Le Chargé de la Communication et Diffusion assiste le Responsable Administratif dans la gestion administrative du projet et particulièrement la gestion du plan de communication et diffusion. Il est placé sous la supervision directe du Responsable Administratif à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.5	Le Comptable	D	1	320.00	12	100.00	3,840.00
	<i>Le comptable assure la gestion des documents comptables. Il est placé sous la supervision directe du Responsable Financier à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.6	Les Animateurs	D	4	250.00	12	100.00	12,000.00
	<i>L'Animateur est un agent qui est en contact permanent avec les bénéficiaires du projet de sa circonscription/localité. Il assure le suivi des activités sur le terrain et conseille les bénéficiaires. Il est placé sous la supervision directe du Chargé de Suivi et Reportage à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.7	Le Chauffeur	D	2	250.00	12	100.00	6,000.00
	<i>Le chauffeur effectue toutes les courses logistiques et assure le déplacement de l'équipe du projet. Il est placé sous la supervision directe du Logisticien à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.8	Le caissier	D	1	310.00	12	100.00	3,720.00
	<i>Le caissier gère la petite caisse. Il est placé sous la supervision directe du Comptable et du Responsable Financier à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.9	Le Technicien de Surface	D	1	120.00	12	100.00	1,440.00
	<i>Le Technicien de surface assure la propreté des locaux du projet. Le coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.10	Les Gardiens/Veilleurs	D	6	120.00	12	100.00	8,640.00
	<i>Les Gardiens/veilleurs sont retenus pour assurer la sécurité des entrepôts et bureaux. Ils sont placés sous l'autorité directe du Responsable Administratif. Leurs coûts mensuels estimés comprennent les salaires de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.11	Le Coordonnateur	S	1	1,000.00	12	75.00	9,000.00
	<i>Le Coordonnateur assure la coordination du projet. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.12	Le Responsable Administratif	S	1	466.00	12	75.00	4,194.00
	<i>Le Responsable Administratif assure la gestion administrative du projet. Il est placé sous la supervision directe du Coordonnateur à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.13	Le Responsable Financier	S	1	466.00	12	75.00	4,194.00
	<i>Le Responsable Financier assure la gestion financière et comptable du projet. Il est placé sous la supervision directe du Coordonnateur à qui il rend compte de ses activités. Son coût mensuel estimé comprend le salaire de base et autres avantages (le loyer, frais médicaux, etc.).</i>						
1.14	Cotisations sociales	D	1	1,337.48	12	100.00	16,049.76
	<i>Ce sont les cotisations sociales à reverser à la sécurité sociales et autres.</i>						
	Section Total						84,797.76

2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Semences (gombo, tomate, oignon, laitue, amarante) (sachet de 10 g).	D	36000	2.00	1	100.00	72,000.00
<i>Les semences seront achetées sur le marché local ou dans la sous-région (notamment au Cameroun).</i>							
2.2	La fumure à utiliser est le NPK en sacs de 50 Kg	D	60	100.00	1	100.00	6,000.00
<i>Cette fumure NPK est recommandée par les responsables de la FAO. Elle sera livrée dans des sacs de 50 Kg. Les quantités sont évaluées en tenant compte du nombre des groupements (OAC) soit un sac par groupement. Le prix unitaire est celui du marché local.</i>							
2.3	Cache-nez	D	120	2.00	1	100.00	240.00
<i>Deux cache-nez sont fournis à chaque groupement (O.A.C).</i>							
2.4	Seaux	D	120	6.00	1	100.00	720.00
<i>Deux seaux sont fournis à chaque groupement (O.A.C).</i>							
2.5	Houes carrées	D	1200	10.00	1	100.00	12,000.00
<i>Les houes seront achetées sur le marché local ou dans la sous-région (notamment au Cameroun) et seront distribuées à raison d'une houe par ménage.</i>							
2.6	Pelles carrées	D	1200	10.00	1	100.00	12,000.00
<i>Les pelles seront achetées sur le marché local ou dans la sous-région (notamment au Cameroun) et seront distribuées à raison d'une pelle par ménage.</i>							
2.7	Râteaux	D	1200	6.00	1	100.00	7,200.00
<i>Les râteaux seront fournis par la Représentation de la FAO en République Centrafricaine en raison d'un râteau par ménage.</i>							
2.8	Arrosoirs	D	1200	6.00	1	100.00	7,200.00
<i>Les arrosoirs seront achetés sur le marché local ou dans la sous-région (notamment au Cameroun) et seront distribués à raison d'un arrosoir par ménage.</i>							
2.9	Brouettes	D	60	60.00	1	100.00	3,600.00
<i>Une brouette est fournie à chaque groupement (O.A.C).</i>							
2.10	Caprins (120 femelles, 60 mâles)	D	180	80.00	1	100.00	14,400.00
<i>Trois (03) caprins (02 femelles et 01 mâles) sont fournis par groupement (OAC).</i>							
2.11	Volailles (120 poules, 60 coqs)	D	180	10.00	1	100.00	1,800.00
<i>Trois (03) volailles (02 poules et 01 coqs) sont fournis par groupement (OAC).</i>							
2.12	Transport et manutention.	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
<i>Coûts liés aux activités de livraison, de stockage et de distribution des intrants et kits de petit élevage.</i>							
2.13	Sélectionner et former 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) des O.A.C sur les techniques de maraîchage, l'utilisation des kits pour le petit élevage, les mécanismes et les conditions de distribution des intrants agricoles et kits pour le petit élevage et la gestion des conflits.	D	300	10.00	3	100.00	9,000.00
<i>Ces sommes représentent la prise en charge des participants à la formation (pause-café, pause-déjeuner, primes/per diem, ect.). Deux agronomes/techniciens supérieurs en agriculture sont sollicités pour cette formation.</i>							
2.14	Honoraires de deux agronomes/techniciens supérieurs en agriculture.	D	2	300.00	3	100.00	1,800.00
<i>Un contrat sera signé avec les deux experts.</i>							
2.15	Sélectionner et former 300 délégués (99 femmes, 66 filles, 81 hommes, 54 garçons) des O.A.C sur la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire.	D	300	10.00	3	100.00	9,000.00
<i>Ces sommes représentent la prise en charge des participants à la formation (pause-café, pause-déjeuner, primes/per diem, ect.). Deux experts en gestion administrative et financière seront sollicités pour cette formation.</i>							

2.16	Honoraires de deux experts en la gestion administrative et financière d'une organisation communautaire.	D	2	300.00	3	100.00	1,800.00
	<i>Un contrat sera signé avec les deux experts.</i>						
2.17	Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale pendant et hors périodes de distribution des intrants agricoles et kits de petit élevage.	D	4	1,000.00	1	100.00	4,000.00
	<i>Ces sommes représentent l'appui aux campagnes de sensibilisation (sonorisation, banderoles, T-shirt, cadeaux, trophées, déplacements, etc).</i>						
2.18	Organiser des réunions d'échanges avec le comité de pilotage (22 femmes, 15 filles, 18 hommes, 12 garçons).	D	66	20.00	4	100.00	5,280.00
	<i>Ces sommes représentent l'appui au fonctionnement du Comité de Pilotage (chaises, tables, bureautiques, etc). Le comité se réunira chaque trimestre pour partager sur le rapport de suivi du projet qui sera présenté par l'équipe du projet. Cette approche a pour but d'assurer l'appropriation et la transparence du projet.</i>						
	Section Total						172,040.00
3. Equipment							
3.1	Ordinateur portable+accessoires+anti-virus	D	1	1,400.00	1	100.00	1,400.00
	<i>La quantité estimée est déterminée par une unité pour 3 agents. Cet ordinateur vient en complément de celui dont l'ONG ADEM dispose. Cet ordinateur est indispensable pour les saisies des rapports de suivi et évaluation et aussi pour le rapportage. Le coût unitaire estimé est celui du marché.</i>						
3.2	Vidéoprojecteur	D	1	1,400.00	1	100.00	1,400.00
	<i>Le vidéoprojecteur est destiné pour les différentes formations et les réunions d'échanges.</i>						
	Section Total						2,800.00
4. Contractual Services							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00
5. Travel							
5.1	Voyage aérien aller-retour (Bangui-Douala-Bangui)	D	1	600.00	1	100.00	600.00
	<i>Une personne effectuera ce voyage pour l'achat des équipements (ordinateur, vidéoprojecteur), des matériels (les sacs de la fumure NPK, seaux, houes, brouettes, pelles, râtaux, arrosoires, cache-nez), des sachets des semences (gombo, tomate, oignon, laitue, amarante) qui ne sont pas disponibles sur le marché local. Cette somme comprend les frais de vaccination, les visas, éventuellement les frais de délivrance du passeport et autres.</i>						
5.2	Frais de séjour	D	1	200.00	7	100.00	1,400.00
	<i>Le frais de séjour représente les frais d'hôtel, les frais de soin médicaux, les frais de transport urbain et l'indemnité journalière de subsistance de la personne désignée pour le voyage.</i>						
5.3	Frais de transport et mission (vols UNHAS)	D	2	200.00	12	100.00	4,800.00
	<i>Cette somme représente les frais de transport et mission par les vols UNHAS à l'intérieur du pays. Une mission de supervision par mois effectuée par 02 personnes (réparties dans le mois).</i>						
	Section Total						6,800.00
6. Transfers and Grants to Counterparts							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00

7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Location de véhicules	D	1	4,000.00	1	100.00	4,000.00
<i>Le coût unitaire représente le loyer d'un véhicule pour transporter les semences, les matériels, les équipements et les kits de petit élevage depuis les lieux d'achat vers la zone du projet.</i>							
7.2	Communication (internet, téléphone, fax) et diffusion.	D	1	300.00	12	100.00	3,600.00
<i>Forfait de communication et diffusion par mois pour l'ensemble du personnel (un plan de communication sera élaboré).</i>							
7.3	Frais d'entretien véhicules et motos.	D	1	500.00	12	100.00	6,000.00
<i>L'unité et le coût unitaire sont forfaitaires.</i>							
7.4	Carburant	D	500	1.80	12	100.00	10,800.00
<i>Le coût tient compte des deux véhicules et cinq motos. La formule appliquée pour une moto est: 1litre d'essence /16 Km*100 Km par jour soit 6, 25 litres par jour. La formule appliquée pour un véhicule est: 1litre d'essence ou de gasoil/10 Km*100 Km par jour soit 10 litres par jour. Ce qui fait au total environ 500 litres par mois.</i>							
7.5	Police d'assurance véhicules et motos.	D	1	1,500.00	1	100.00	1,500.00
<i>L'unité est forfaitaire. Le coût unitaire tient compte des des véhicules et motos.</i>							
7.6	Loyer de bureaux	D	1	200.00	12	100.00	2,400.00
<i>Le local des bureaux est sous contrat bail. Le coût unitaire est contractuel.</i>							
7.7	Fournitures de bureau	D	1	200.00	12	100.00	2,400.00
<i>Les fournitures de bureau sont achetées par trimestre (4) et le coût unitaire est forfaitaire.</i>							
7.8	Fournitures de bureau et production des modules pour les formations	D	780	6.00	1	100.00	4,680.00
<i>Les fournitures de bureau sont achetées et destinées aux deux formations et le coût unitaire est forfaitaire.</i>							
7.9	Autres frais (commission bancaire et autres)	D	1	25.00	12	100.00	300.00
<i>Commission bancaire et autres.</i>							
Section Total							35,680.00
SubTotal			43,511.00				302,117.76
Direct							284,729.76
Support							17,388.00
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							21,148.24
Total Cost							323,266.00
Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Nana Gribizi -> Kaga-Bandoro	100	1,620	1,980	1,080	1,320	6,000	
Documents							
Category Name				Document Description			
Project Supporting Documents				Rapport d'évaluation multisectorielle de besoins dans la Nana-Gribizi_Avril 2017.doc			